



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

**Harvard College  
Library**



**By Exchange**

**LA VÉRITÉ**  
**SUR LES**  
**OBLIGATIONS MEXICAINES**

**PAR M. LOUIS BELLET**

---

**PRIX : 25 CENTIMES**

---

**PARIS**  
**CHEZ GUÉRIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR**

**7, PASSAGE JOUFFROY, 7**

**1867**

SA 3643.37



*By Exchange*



7

# LA VÉRITÉ

SUR LES

## OBLIGATIONS MEXICAINES

---

### I

En commençant ces quelques pages, nous nous empressons de déclarer que nous n'entendons toucher, ni de près ni de loin, aux questions politiques qui peuvent se rattacher à l'expédition du Mexique.

Nous voulons demeurer étranger à ces questions. et ne faire entendre, à ce sujet, ni critique ni apologie.

Notre seul but est de nous occuper du sort très-

intéressant de 300,000 Français, porteurs de 824,000 obligations mexicaines, sur un million d'obligations émises; de rechercher si des épargnes, d'autant plus respectables que souvent elles sont plus modestes, seront perdues sans retour, et de prouver que le Gouvernement et les pouvoirs publics doivent relever les malheureux souscripteurs des emprunts mexicains du désastre immérité qui les a frappés.

## II

Nous venons d'abord au devant d'une objection qui a été faite dans la pensée, sans doute, de se débarrasser de ces réclamants importuns.

On a dit : mais ces souscripteurs sont-ils, en vérité, si dignes d'intérêt? Ne sont-ils pas punis par où ils ont péché? N'ont-ils pas cédé à l'entraînement de leurs cupides passions, à l'appât d'un intérêt de 10 0/0, du double remboursement du capital prêté, à l'appât de ces primes fabuleuses, dont une d'elles s'élevait annuellement à 500,000 francs? En définitive, ils ont mis à la loterie, et parce qu'ils ont perdu leur enjeu il faudrait les plaindre et même rembourser leurs mises! Ce serait par trop fort; qu'ils subissent donc les chances auxquelles ils se sont volontairement exposés!

Est-ce bien sérieusement qu'on met en avant une semblable objection? Depuis quand reproche-t-on à un fou les folies qu'on lui a conseillées; depuis quand, lorsqu'on a tout fait pour griser un homme, lui fait-on un crime d'avoir bu outre mesure? Eh bien! le Gouvernement a versé à longs flots aux souscripteurs des obligations mexicaines les promesses les plus enivrantes. On leur a dit, par exemple, en plein Corps-Législatif, que « l'empereur Maximilien assurerait une véritable prospérité aux finances de l'Empire et d'incontestables garanties à ceux qui lui confieraient leur argent; » et aujourd'hui on serait tenté de jeter la pierre à ceux qui, naturellement, ont cru et devaient croire à de pareils encouragements!

Et cela est si vrai, que si le Mexique seul se fût présenté, à titre d'emprunteur, sur la place de Paris, même avec son vaste territoire, même avec ses richesses naturelles, avec ses mines d'or et d'argent, mais n'ayant pour appui que le gouvernement qui venait d'être intronisé à Mexico, on n'aurait trouvé ni banquiers pour contracter les emprunts ni public pour les souscrire.

C'est la *garantie morale* de la France qui a fait les emprunts mexicains, qui les a rendus possibles, qui les a non-seulement facilités, mais réalisés. Derrière ces mots : Empire du Mexique, on se plaisait à lire : Empire français. Sans cette *garantie*, tous les appels



d'argent venus de Mexico eussent misérablement échoué; pas une obligation n'eût été prise.

### III

Nous venons de parler de la *garantie morale* de la France. Or, c'est elle qui doit précisément sauvegarder les intérêts des porteurs de titres mexicains; car il est bien évident que la France n'est pas *légalement* engagée. Un engagement de cette nature ne pourrait résulter que d'une loi. Or, cette loi n'ayant jamais existé à l'égard ou à l'occasion des emprunts mexicains, la France, tel est du moins le droit strict, reste en dehors de ces opérations. Il n'y a, en effet, aucun titre écrit, aucun engagement formel. Mais le Gouvernement qui, pour donner à tout prix le crédit au Mexique, abritait les emprunts mexicains sous sa responsabilité, pourrait-il la décliner sans blesser la loyauté de la France qui voit les intérêts de ses nationaux si tristement compromis et ne recueillant que la ruine pour prix de leur confiance; sans que l'honneur national, « qui, comme on l'a dit avec raison, est singulièrement délicat et ombrageux en ce qui touche les questions d'argent, » n'en fût douloureusement atteint?

On invoque le droit strict ! Ce mot est facile à dire. Mais tout est-il dit avec ce mot ? Est-il donc si absolu, si implacable qu'il ne puisse fléchir devant les susceptibilités de la conscience publique et qu'à côté de lui il n'y ait rien autre chose.

Nous le répétons : la France n'est pas *légalement* engagée ; le Corps-Législatif n'a formé par aucun vote un de ces liens auxquels la nation serait rivée. Mais le patronage ostensible accordé à l'émission des emprunts mexicains a constitué, de la part du Gouvernement français, une *garantie morale* sans laquelle ces emprunts n'auraient eu aucune chance de succès, et a créé pour lui un devoir évident. Ce devoir lui impose, en échange d'un préjudice causé, une inévitable réparation.

N'est-ce pas lui, en effet, qui, en surexcitant la confiance des prêteurs, a préparé les ruines amoncelées aujourd'hui ?

#### IV

Les souscripteurs des obligations mexicaines peuvent dire avec raison :

Il ne s'agissait pas ici d'un de ces emprunts d'État

que les gouvernement étrangers viennent contracter en France sous la seule responsabilité de leur crédit, mais à l'égard desquels l'administration française, se tenant dans une complète réserve, s'abstient de toute immixtion, de tout conseil, de toute incitation. Ce qui fait que lorsque des souscripteurs perdent dans ces emprunts, — ainsi que cela, malheureusement, n'est que trop souvent arrivé, — tout ou partie de leur capital, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes de leur déconvenue. La France n'y est pour rien.

Il n'en a pas été de même pour les emprunts mexicains. On peut dire que le Gouvernement français, qui souhaitait, qui voulait la réussite de ces emprunts, inséparables, dans sa pensée, de son œuvre politique, a en quelque sorte conduit le public par la main aux guichets du *Crédit Mobilier* et chez les Receveurs Généraux pour le premier emprunt; aux guichets du *Comptoir d'Escompte*, et encore dans les recettes générales et particulières, pour le deuxième emprunt du Mexique et pour la conversion.

Veut-on connaître les causes qui ont provoqué la confiance publique dans ces emprunts? nous allons les énumérer.

Hâtons-nous d'ajouter, toutefois, que nous ne suspectons ni la bonne foi ni la sincérité des déclarations qui ont été faites, des renseignements qui ont

été produits. On se trompait; on prenait l'ombre pour la proie; on comptait sans les événements. Disons le mot : on croyait au Mexique. Nous-même, nous avons partagé cette croyance. Et les porteurs des obligations mexicaines seraient purement et simplement victimes de ces erreurs; et ceux qui auraient été, involontairement, nous le voulons bien, la cause de leur ruine, se borneraient à leur dire : vous nous avez crus; tant pis pour vous. Non; cela est impossible.

Voyons maintenant comment le Gouvernement français, par son ingérence constante dans les emprunts mexicains, dans les affaires financières du Mexique, qu'il regardait comme les siennes, a engagé, par ses paroles et ses actes, sa responsabilité non pas *directe*, non pas *légal*e, nous l'avons déjà dit, mais sa responsabilité *indirecte* et *morale*. Voyons qu'elle est sa situation à l'égard des souscripteurs aujourd'hui ruinés, petits employés, ouvriers, domestiques, etc., qui n'ont déposé leurs fonds dans les caisses mexicaines que parce qu'on leur avait dit : Prêtez, prêtez votre argent; vous ferez une excellente affaire!

## V

La clé de voûte des opérations financières qui devaient se faire en France pour le compte du Mexique

réside dans un décret de Maximilien, qui institue une Commission des finances mexicaines qui aura son siège à Paris, et qui sera chargé d'établir un Grand-Livre de la dette publique extérieure de l'Empire Mexicain. Un homme considérable et justement honoré, M. le comte de Germiny, sénateur, ancien ministre des finances, gouverneur honoraire de la Banque de France, « désigné par son gouvernement, dit un second décret, comme représentant les porteurs français de la dette extérieure mexicaine, » est nommé président de cette commission (1).

Le premier emprunt est décidé, emprunt en rente 6 0/0, concédé à une maison anglaise.

Bientôt après, le *Crédit Mobilier* est invité à se charger de son émission en France, *Invité* ; par qui ? ce n'est pas apparemment par Maximilien.

Le *Crédit Mobilier* s'empresse d'agir avec le concours de MM. les Receveurs Généraux. Qui les a autorisés à donner ce concours ? ceux évidemment qui seuls avaient ce droit.

Un an plus tard, au mois de mars 1865, « de nouvelles ressources, dit le *Moniteur*, étant nécessaires pour compléter l'œuvre de la conquête, » un second

(1) Les décrets ici rappelés sont datés de Miramar, le 10 avril 1864.

emprunt est résolu. Rien n'est épargné pour donner à la souscription un irrésistible élan. Le Corps-Législatif entend un discours chaudement coloré à l'endroit du Mexique. La voix la plus justement autorisée de la Chambre déclare « que l'armée française ne doit revenir sur nos rivages que son œuvre accomplie et triomphante des résistances qu'elle aura rencontrées. » La cause était entendue, comme on dit au Palais, et en trois jours, du 22 au 26 avril 1865, le public français souscrit 500,000 obligations représentant 170 millions.

Ce ne fut pas plus difficile que cela; seulement, les souscripteurs qui opéraient leurs versements à la caisse des Receveurs Généraux, qui tous, à l'environnement ouvert leurs bureaux à la souscription, ne pouvaient supposer qu'il n'y eût là quelque attache du Gouvernement français, et ils s'étaient empressés de souscrire !

En octobre 1865, une nouvelle opération financière s'organise. Il ne s'agit plus, à proprement parler, d'un emprunt, mais de la conversion du premier emprunt 6 0/0, en 500,000 obligations conformes de tous points à celles que le public avait si facilement souscrites six mois auparavant. Pour cette souscription on répète la mise en scène que nous avons indiquée : sur le premier plan, une grande et honorable Institution de crédit; puis, comme auxiliaires, les Receveurs

Généraux, les Receveurs Particuliers, les Percepteurs, tous les agents du Trésor, en un mot, ni plus ni moins enfin que s'il se fût agi d'un emprunt français.

Encore une fois, nous ne critiquons pas. Nous nous bornons à signaler les faits pour en dégager cette double vérité, à savoir : que ces faits ont été la cause déterminante de la réponse des capitaux à l'appel qui leur était adressé, et que le Gouvernement, engagé par ses actes et ses paroles, au nom même de considérations peut-être d'un ordre supérieur, ne peut sortir que par une équitable et large transaction de la situation dans laquelle il s'est placé. Il en coûterait d'autant moins au Corps-Législatif de donner un bill d'indemnité au Gouvernement, en votant les crédits nécessaires pour une juste réparation, qu'il s'agit là d'une dette dont le pays se trouve *moralement* chargé, dette d'honneur dont la Chambre amnistiera sans doute l'origine pour ne se rappeler que la fâcheuse position des prêteurs.

Il nous reste à invoquer une dernière considération.

## VI

C'est dans les caisses du Trésor français que la ma-

jeune partie des fonds provenant des emprunts mexicains ont été versés. Nous savons que ces fonds ont servi au remboursement des sommes dues par le Mexique à la France, et, assurément, nous ne pouvons avoir la pensée que le Gouvernement, en facilitant, par tous les moyens en son pouvoir, l'émission de ces emprunts, n'ait eu d'autre but que de rentrer dans des déboursés considérables, que de faire payer par des prêteurs français les frais de l'expédition mexicaine. Nous repoussons cette supposition. Et cependant l'intérêt de la France dans ces opérations financières, qui lui ont profité à elle beaucoup plus qu'au Mexique, apparaît si évidemment que le Gouvernement resterait exposé à cette supposition blessante, s'il déclinait, en face des souscripteurs, sa responsabilité; s'il ne reconnaissait pas loyalement qu'il s'est trompé, qu'il a entraîné dans des erreurs, aussi manifestes qu'elles ont pu être involontaires, les capitaux qui se sont fiés à sa voix, à ses conseils; si, conformément, enfin, à cette loi morale, qui est celle des nations comme celle des individus, il n'accordait pas la réparation d'un préjudice par lui occasionné.

Que les porteurs d'obligations, et ce sera notre conclusion, ne désespèrent pas de cette réparation. Elle leur sera accordée sous une forme ou sous une autre. Il le faut.



Qu'ils agissent donc, qu'ils s'entendent, qu'ils se concertent ;

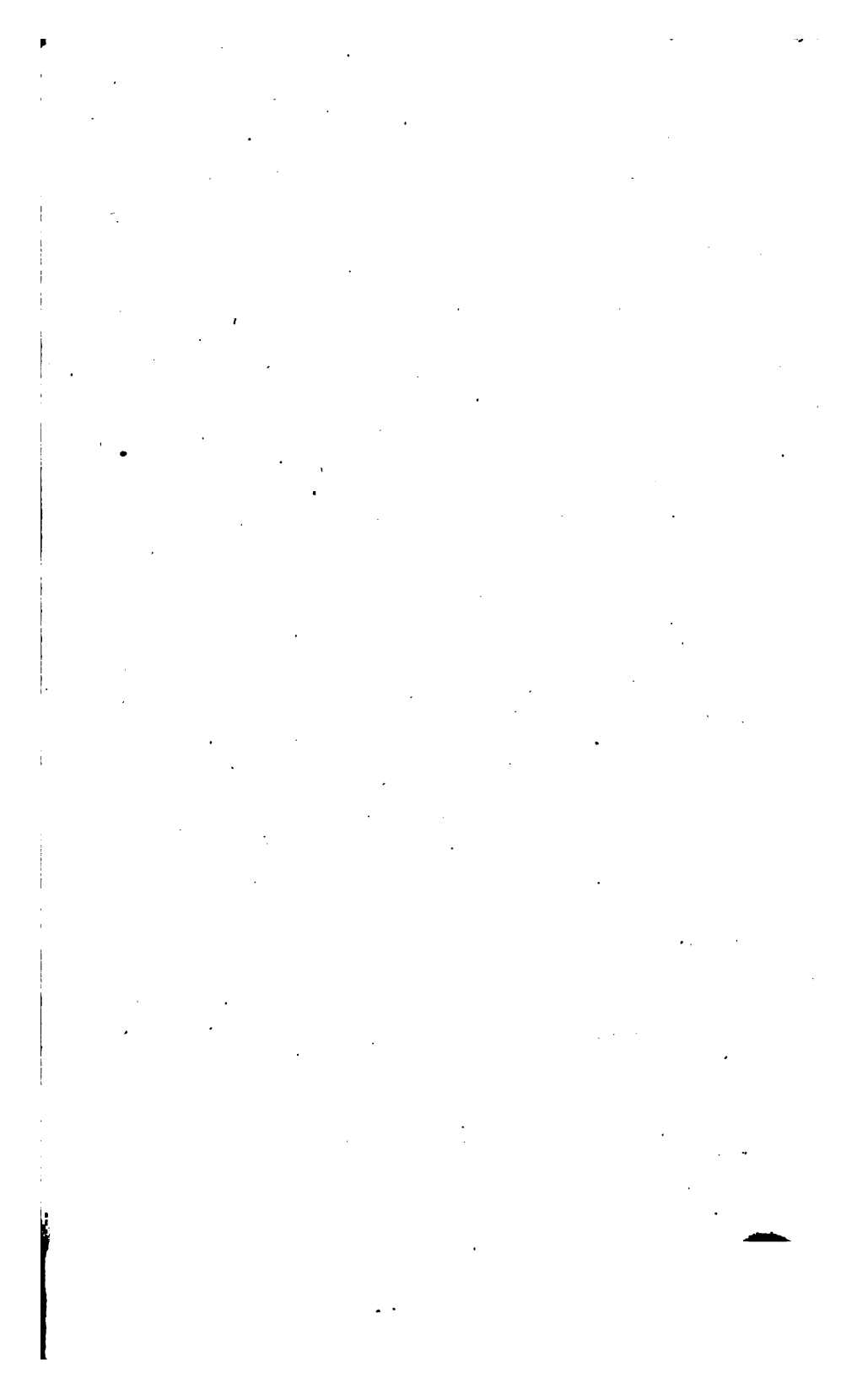
Qu'ils fassent connaître leurs justes réclamations à leurs députés au Corps-Législatif ;

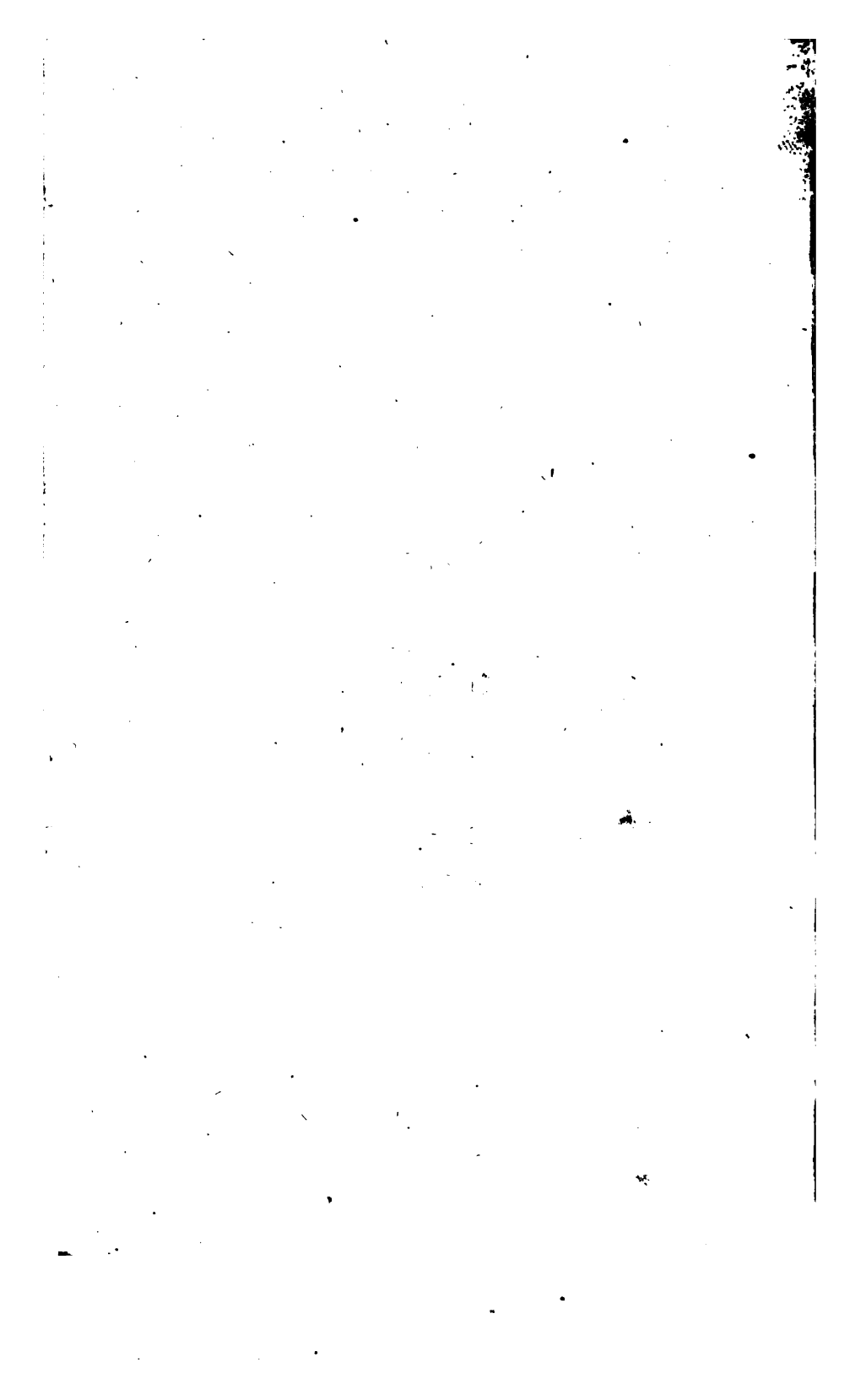
Qu'ils saisissent le Sénat de leurs griefs par voie de pétitions ;

Qu'ils n'hésitent pas à en appeler directement à la sollicitude de l'Empereur.

Nous dirons encore à ces mêmes obligataires :

Gardez-vous bien de livrer à la spéculation, qui les convoite, les derniers lambeaux de vos titres. Conservez vos obligations ; ne les vendez pas à vil prix. Sachez attendre et demeurez convaincus que tout ce qui est honneur, loyauté, justice, triomphe à son heure, dans notre pays, et que la France, indulgente à toutes les fautes, est sympathique à toutes les infortunes.





THE BORROWER WILL BE CHARGED  
AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK IS NOT  
RETURNED TO THE LIBRARY ON OR  
BEFORE THE LAST DATE STAMPED  
BELOW. NON-RECEIPT OF OVERDUE  
NOTICES DOES NOT EXEMPT THE  
BORROWER FROM OVERDUE FEES.

WIDENER  
CANCELLED

MAY 21 1996